

Les crédits

députés de l'autre côté de la Chambre qui sont responsables de l'endettement du pays.

M. Raymond Skelly (North Island—Powell River): Une brève observation, madame la Présidente. Je voudrais traiter du développement régional avec la députée qui vient de parler ou de la suppression totale du financement des centres pour les femmes.

Je voudrais reparler du centre d'information pour femmes de Campbell River et du district, qui offrait des programmes pour aider les femmes à réintégrer le marché du travail. Celles qui n'avaient pas travaillé depuis des années pouvaient se trouver un emploi grâce aux programmes de réinsertion, de formation et de recyclage. Ce centre offrait des services d'orientation et de référence. Il a participé à l'établissement de programmes d'affirmation de soi de même qu'à toute une série d'autres programmes visant à aider les femmes à intégrer ou à réintégrer le marché du travail, à sortir des secteurs professionnels où elles sont traditionnellement cantonnées et à lutter pour obtenir la parité salariale avec les hommes.

• (1640)

Ce centre d'information pour femmes fait honneur à la collectivité comme tous les autres centres du genre qui, dans tout le pays et surtout dans les localités rurales et éloignées comme Tahsis, Gold River, Zeballos et Bella Coola, offrent un important service à la moitié de la population. On devrait parrainer des organismes aussi importants et en susciter la multiplication en leur offrant un financement de base satisfaisant de même qu'en participant au financement de leurs programmes. Le ministre de la Santé nationale, qui est ici présent, pourrait contribuer beaucoup au financement de tels programmes.

Comment la députée peut-elle faire partie d'un gouvernement pareil et justifier des compressions du genre de celles qui ont été imposées au centre d'information pour femmes, à une organisation féminine nationale, et persister à vanter les réalisations du gouvernement en matière de développement régional?

Mme Sparrow: Nous ne pénalisons certes pas les petites localités du Nord ni du Sud. Je puis assurer au député que nous considérons comme effectivement très important d'aider les femmes à réintégrer le marché du travail.

Nous allons le faire de concert avec les centres de formation et avec la collaboration des gouvernements provinciaux. Nous n'avons pas laissé tomber les régions. Notre gouvernement s'applique et va continuer de s'appliquer à diversifier et à soutenir l'économie des régions,

qu'il s'agisse de l'Ouest, de l'Est, du nord de l'Ontario ou du Grand Nord.

M. Raymond Skelly (North Island—Powell River): Madame la Présidente, j'aimerais aborder une question fondamentale pour le NPD. Je crains que le gouvernement ne se rende compte des problèmes qu'il crée dans les questions de développement régional. Je voudrais continuer de parler de la question des compressions imposées aux organisations de femmes et les relier à un grave problème concernant le développement régional. Dans la région du nord de l'île de Vancouver que je représente, sur la côte de la Colombie-Britannique, la plupart des collectivités vivent de l'exploitation des ressources naturelles et beaucoup d'entre elles sont de toutes petites villes qui dépendent d'une seule industrie.

Par exemple, quand une famille s'installe dans une de ces villes qui dépend d'une usine de pâte, par exemple, l'homme de la famille va travailler et la femme reste dans une roulotte avec deux enfants et elle n'a aucune possibilité d'emploi ou presque. Nous savons tous que la plupart des occasions d'emploi qui se présentent sont des emplois très peu payants et à temps partiel dans les services et nous savons tous que les femmes sont exclues de la population active ou, du moins, des emplois qui paient des salaires convenables et qu'il n'y a pas de justice et d'équité pour elles dans l'économie.

La Chambre a essayé très énergiquement, au cours des dix années que j'ai passées ici et des dix années précédentes, de redresser cette situation. Il est important qu'un programme de développement régional tienne sérieusement compte des besoins des femmes. On ne doit pas seulement en tenir compte en rédigeant la loi et les politiques, mais en y associant un programme d'action énergétique.

La question la plus importante pour nous est celle des coupes que le gouvernement a imposées récemment. Je les placerais sur le même pied que les nombreuses remarques méprisantes que le ministre du Commerce extérieur a faites contre les femmes du Canada et qui portent les Canadiens à se demander si le gouvernement se rend vraiment compte de leur gravité et de la gravité des coupes qu'il a imposées aux programmes destinés aux femmes.

Pour ce qui est de l'aspect développement régional, je prendrai l'exemple du Campbell River and District Women's Resource Centre. Cette localité avait désespérément besoin d'une aide organisée pour les femmes. L'un des besoins les plus importants était de donner aux femmes la possibilité de retourner sur le marché du travail. Cette organisation a donc été créée et elle a commencé à offrir des services aux femmes en travaillant avec d'autres organismes comme le Centre d'emploi du Canada et le collège communautaire de North Island, essayant d'obte-